

• **Aout 2023 • Numéro 203** •

Les dérives autoritaires : la république et la démocratie en danger

Edito : Nupes, chapitre 3 : ce qu’elle a, ce qu’elle n’a pas… et gare aux égarements

*Par* ***Jean-Luc Gonneau***

*Nous poursuivons ici nos analyses à propos de l’avenir, ou pas, de la Nupes. Dans les deux numéros précédents, nous avons évoqué quelques soucis d’organisation, et un état des lieus et des positions de chaque composante face aux prochaines échéances électorales. Depuis sa création, il y a deux ans, elle a pu compter quelques acquis, parfois fragiles, mais aussi des faiblesses, certaines inhérentes à son jeune âge Essayons de débroussailler.*

*Le principal acquis de la Nupes, son « trésor », c’est son programme, élaboré il y a deux ans et validé par toutes ses composantes. Depuis, de nombreuses études d’opinion ont montré qu’une majorité de nos concitoyens adhèrent à nombre de ses propositions : salaires, retraites (sur ce point précis, l’approbation est massive), pouvoir d’achat, imposition des grandes fortunes, santé, logement, enseignement, soit une très large partie des principales préoccupations de la population. Paradoxe : si cette adéquation se vérifie point par point, elle est moins certaine sur son ensemble. Doute sur la faisabilité de l’ensemble ? La droite et l’extrême droite (au passage, on peut se demander où est la frontière entre les deux. De quoi regretter Chirac…). Un programme « communiste », selon un cacique des Républicains (le parti, pas les défenseurs de la république), « trotskiste » même, hulula un autre, qui n’avait probablement jamais lu une ligne de et sur Trotski, mais pensait finement faire allusion au lointain passé de la jeunesse de Jean-Luc Mélenchon. A ce sujet, rappelons l’aphorisme estampillé 100% Gauche Cactus de João Silveirinho : « l’enthousiasme et les erreurs sont constitutifs de la jeunesse ». « De quoi ruiner la France », s’étrangla le fan-club de Bruno Le Maire qui, lui, se contente de ruiner consciencieusement les français (mais pas tous, hein, pas vrai Arnault, Bettencourt, Bolloré, Pinault, Pouyade and co ?). Tout cela pour tenter de masquer que le programme Nupes était chiffré (ceux des concurrents pas vraiment) et équilibré. Ce programme constitue une base solide, non seulement pour les prochaines échéances mais aussi pour l’animation politique des débats à venir tant à l’Assemblée que dans le pays. A ce sujet, nos députés seraient bien inspirés de s’y référer publiquement le plus souvent possible plutôt que le repeindre, par ordre alphabétique, en communiste, écolo, insoumis ou socialiste, ce qui n’empêche en rien chaque groupe de faire ses propres propositions lorsque le programme qui leur est commun est muet ou incomplet. Cela contribuerait à faire exister la Nupes.*

 *Car sur le terrain, dans nos villes et nos campagnes, la Nupes n’existe pas, hors de rares initiatives locales qui plus rarement encore s’inscrivent dans la durée. Et la présence sur le territoire de ses composantes est loin de compenser cette faiblesse. Deux de ses composantes ont une histoire plus que séculaire et sont présentes, en bien ou en mal, dans la mémoire et l’imaginaire collectif : le Parti Socialiste et le Parti Communiste. Le premier, dont l’histoire fut marquée par deux grandes figures, Léon Blum et François Mitterrand quelles que soient les critiques, souvent justifiées, à son sujet), mais parfois abîmées, notamment au moment de la guerre d’Algérie, a du mal à se remettre de la catastrophe du mandat de François Hollande : arrivé au pouvoir avec la gauche majoritaire à l’Assemblée et même (pour la première fois !) au Sénat, contrôlant la quasi-totalité des exécutifs régionaux et près des trois-quarts des départementaux, domination dont il ne restera, cinq ans plus tard, que lambeaux. Le Parti Communiste, extrêmement puissant après la seconde guerre mondiale, implanté dans les villes mais aussi dans une bonne partie, au centre et dans le sud, de la « France agricole », a connu aussi quelques grandes figures, tels Maurice Thorez, qui le dirigea pendant trente ans, mais défenseur de Staline, ayant même tenté d’installer en France un culte de la personnalité à son profit, copié sur celui du « petit père des peuples (Thorez était, lui. « fils du peuple », titre d’un livre qui fut diffusé à plusieurs centaines de milliers d’exemplaires, un tirage à faire rêver Bruno Le Maire et Marlène Schiappa, les fringants écrivains vedette de la macronie). Après la publication du rapport Khrouchtchev qui révélait les crimes staliniens (et dont Thorez tenta malheureusement de retarder la diffusion en France), le PCF a longtemps porté comme un boulet son long alignement sur l’URSS de Staline, aggravée par le rétrécissement quantitatif de sa base ouvrière et connu une lente mais continue descente tant au niveau électoral qu’au niveau de la force militante. Si le PS conserve encore un réseau d’élus locaux non négligeable quoique plus clairsemé, le PCF, à chaque élection, perd plus de fiefs qu’il n’en conserve. Notamment, son hégémonie sur la « banlieue rouge » francilienne est maintenant un souvenir (reconnaissons ici que les manœuvres parfois tortueuses du PS dans ces départements n’ont pas aidé). Tant le PS que le PCF ne rassemblent plus que quelques dizaines de milliers d’adhérents, dont évidemment moins d’actifs.*

*Les Ecologistes (nouveau nom d’EELV-les Verts) commencent à avoir une histoire dans le champs politique, Elle a commencé en 1974 avec la candidature à l’élection présidentielle de René Dumont, militant et universitaire respecté. Une candidature issue du rapprochement associatifs et non de partis politiques. Le monde associatif a toujours été méfiant envers les partis politiques, non sans raison, et il a fallu presque une dizaine d’années pour qu’une organisation politique émerge, dont le premier dirigeant, Antoine Waechter, défendra une ligne « ni ni » (ni de droite, ni de gauche), et une dizaine d’années encore pour qu’en 1994 les Verts se tournent vers la gauche sous l’impulsion notamment, de Dominique Voynet, Noël Mamère, Cécile Duflot, et Daniel Cohn-Bendit (qui quittera les Verts en 2012 et rejoindra Macron en 2916, comme quoi la vieillesse peut parfois à la sagesse, mais aussi au naufrage). Parsemée de multiples conflits internes qui ont pu parfois mettre en doute sa crédibilité, le parti écologique a cela dit contribué à la popularisation des enjeux environnements, devenus décisifs pour encore bien des années, et leur a permis de construire un réseau, encore limité mais conforté par la conquête, avec des listes d’union, de villes importantes. C’est positif, mais au niveau du terrain militant, leur vingtaine de milliers d’adhérents limitent leurs capacité d’action.*

*Les deux autres organisations constituant la Nupes, Génération, s et La France Insoumise, dont l’histoire est courte, puisqu’issues toutes les deux de la faillite du « socialisme » sauce Hollande, Organisations jeunes ayant une filiation ancienne donc. Créée autour de Benoît Hamon, qui s’est depuis (momentanément ?) éloigné, Génération.s se veut un pont entre l’écologie et le socialisme, un créneau difficile à défendre car très fréquenté, Utile en tant que laboratoire d’idées, vierge, privilège du jeune âge, des vicissitudes qu’entraîne le fil du temps, Génération.s n’a pas d’implantation significative sur terrain et ne dispose que d’une portion congrue de l’espace médiatique, où la concurrence est féroce, Pour LFI , principale force parlementaire de la gauche, les problèmes sont différents ; on verra ça dans le prochain numéro ?*

**Au sommaire de ce numéro :**

Edito : La Nupes, chapitre 3 : ce qu’elle a, ce qu’elle n’a pas… et gare aux égarements. La Nupes a un trésor : son programme, et une faiblesse majeure, une implantation territoriale déficiente. Jean-Luc Gonneau poursuit sa réflexion sur l’avenir, ou pas sur la Nupes, rassemblement d’histoires différentes et parfois pesantes.

**De la république policière à la république fasciste ? Frédéric Lordon**,dont nous apprécions toujours l’élégance et l’agilitéde l’écriture réagit sur les récentes émeutes et en profite pour étriller la pensée bourgeoise, la presse « bien-pensante », l’hypocrisie du « courage de la nuance »… Il exagère, diront certains ? Bin non.

**Une rentrée rabougrie Yann Fiévet** accueille à sa façon, donc assaisonne, le nouveau ministre de l’éducation nationale. Faire régner l’ordre, y compris moral, voilà le programme. Surtout pas d’éveil à l’esprit critique. Et gare aux vacances des enseignants, parce que ça indispose le Président.

Les humeurs de José Barros  José Barros a l’humeur goguenarde et, pas de chance pour lui, sa goguenardise s’applique à Gabriel Attal, le nouveau ministre de l’éducation nationale.  Et comme José est de bon conseil, il en donne un aux défenseur du service public : soyez vigilants ! *Traduction de João Silveirinho*

Anomie ? Principal animateur du groupe Pratiques Sociales, Saül Karsz analyse le terme « climat » dans son acception tant climatique que politique les deux étant liés via le prisme des sciences sociales et y décèle un risque d’anomie (disparition de valeurs communes) sous la pression du néo-libéralisme. Chacun, conseille-t-il, serait bien venu de s’y opposer en participant aux actions de résistance face à ce danger.

**Outre-mer : la bataille de l’octroi de mer** Taxe existant depuis plusieurs siècles, l’octroi de mer est une ressource financière indispensable pour permettre aux communes de financer leurs investissements publics. Le gouvernement, appuyé par le FMI, envisage de le supprimer. Un débat qui, comme beaucoup de ceux nos territoires ultramarins, n’a aucun écho en métropole. **Mireille Pierre-Louis**, ingénieure agronome et économiste spécialiste du financement des collectivités locales (et aussi figure reconnue de la poésie antillaise) nous alerte sur ce sujet, et nous conseille une vidéo instructive sur les problèmes de nos DOM.

**« Prends-moi un Yop » : l’absurde au cœur des émeutes**, Sociologue et universitaire distingué, **Romain Huët**jette un regard original sur les révoltes de juillet : certes il y eut colère, justifiée, violences, déprédations, pillages, mais aussi solidarités, dévouements et puis, là réside l’originalité de l’auteur, des comportements, des gestes apparemment absurdes, sans oublier le côté « Robin des bois » (pillons ceux qui nous pillent, puis faisons, nous, ruisseler) Il y a un côté festif, certes fugace, dans la révolte, et Romain Huët en tire les leçons.

**Mutations au Moyen-Orient** Effondrements de l’Egypte, de l’Irak, de la Syrie, du Liban, fragilité de la Turquie, troubles sociétaux en Iran, montée du Qatar et de l’Arabie Saoudite, extrême droitisation d’Israël, intenses manœuvres diplomatiques entre tous ces états, où la Chine et la Russie poussent leurs pions au détriment des Etats-Unis et de l’Europe : **Michel Rogalski**, directeur de la revue Recherches Internationales, nous décrypte les changements de cette zone en vingt ans ;

Ruissellement, Les rois du Nonsense, Le monde enchanté de Barbie, Art détourné  : voilà les thèmes des dessins ou photomontages cocasses glanés sur le net par Agnès Bilh, Jean-Claude Laforgue, Le club des masochistes adorateurs des milliardaires

**De la république policière à la république fasciste ?**

*Par* ***Frédéric Lordon***

On savait déjà très exactement où en est le signifiant « républicain » après un communiqué ouvertement raciste et factieux de syndicats policiers d’extrême droite, invoquant comme il se doit « *l’ordre républicain* » pour lancer la chasse à l’homme, plus précisément à ceux des hommes considérés comme des *« nuisibles »*. Tout à son habitude de confondre modération et aveuglement, le journal *Le Monde* avait [jugé](https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/07/01/syndicats-de-police-un-tract-incendiaire-d-alliance-et-d-unsa-police-revelateur-de-l-exasperation-des-troupes_6180056_3224.html) le communiqué « révélateur de l’exaspération des troupes », là où il aurait plutôt fallu y voir la fascisation caractérisée de l’appareil de force — et en concevoir un chouïa plus d’inquiétude.

Mais jamais *Le Monde* ne dira un mot de la fascisation en cours : consentir à l’aveu qu’elle se déroule sous les auspices d’un pouvoir qu’il a si longtemps encensé, c’est sans doute trop lui demander. *Le Monde* peut à la rigueur comprendre le fascisme comme malheureuse irruption venue de nulle part, ou comme curiosité historique sans suite possible, mais jamais n’accédera à l’idée que le fascisme naît « du dedans ». Car notre « dedans », pour *Le Monde*, c’est « la république » et « la démocratie ». Or comment la république et la démocratie pourraient-elles accoucher du fascisme puisqu’elles en représentent le principe opposé ? Voilà la bouillie qui traîne dans les têtes formées à l’Institut d’Études Politiques, école où l’on n’a notoirement jamais rien compris à ce qu’est la politique.

L’idéalisme éditorialiste qui, se plaisant à répéter « république-démocratie », tient les mots pour des forces réelles et agissantes, ajoute généralement l’inculture historique à l’ineptie intellectuelle. Il ne sait pas que, si elle a été brève, il y a eu une République de Salò et que c’était une *république fasciste*. Il n’a pas lu Brecht et ne sait pas que « *le fascisme n’est pas le contraire de la démocratie mais son évolution en temps de crise* ». Tout ce que nous voyons aujourd’hui confirme pourtant la justesse de cette idée.

Avec la sortie du DGPN réclamant l’extraterritorialité légale pour la police, reprise à son compte par le préfet de police Nuñez, avec la bénédiction du ministre de l’intérieur, un cran supplémentaire a été franchi. Même le besoin de s’envelopper de l’oripeau républicain est tombé. On ne veut plus qu’une chose, celle qu’on a toujours voulue d’ailleurs, et maintenant on ne s’embarrasse plus de circonlocutions pour la dire : l’exception permanente et la licence intégrale.

Passée dans une économie morale séparée, la police a totalement perdu de vue la nature exorbitante des prérogatives qui sont les siennes dans une société : être mandatée pour détenir des armes et possiblement s’en servir. Des prérogatives aussi extraordinaires ne sauraient aller sans la conscience d’une responsabilité extraordinaire. Mais non : la police veut pouvoir tirer à tuer sans être empêchée, ou cogner jusqu’à laisser pour mort sans être réprimandée. De responsabilité spéciale, la police, entièrement adonnée à ses pulsions violentes, ne veut plus entendre parler — « nous avons les armes, nous nous en servons, fin de la discussion ». Et ceci maintenant — c’est bien la nouveauté effrayante — jusqu’au sommet de la hiérarchie. Ministre compris.

**Hypothèses**

Ici commence la divergence des interprétations possibles — pour maintenant ou pour plus tard.

**Première lecture :** **la tétanie** – comme il se doit pour un pouvoir qui, tout à sa passion d’offenser socialement et symboliquement la population, n’a plus aucune légitimité politique et ne tient plus que suspendu à sa police. On demande à Dupond-Moretti ce qu’il pense du communiqué syndical policier raciste et factieux.
[**Réponse**](https://www.bfmtv.com/politique/emeutes-l-interview-d-eric-dupond-moretti-en-integralite_VN-202306300790.html) : *« rien »*. Du cœur de l’État surgit un discours d’un immonde racisme, et tout ce que le garde des Sceaux, c’est-à-dire le conservateur de la Constitution et de sa Déclaration des droits de l’homme, trouve à répondre, c’est : « rien ».

**Deuxième lecture :** **le coup** - Darmanin, pour dire le moins, arme un dispositif :
 laisser faire (hypothèse haute : encourager en sous-main) le grand débrayage de la police ;
 le pouvoir de Macron, cette fois-ci à poil pour de bon, à la merci du moindre trouble ;
 Darmanin indispensable pour rebrancher la police ;
 Macron connaît son maître. Peut servir pour Matignon si une crise aigüe se redéclenche, voire le cran d’après.

À la confluence de la première et de la deuxième hypothèse, on notera l’évaporation soudaine de l’éditorialisme, qui avait sali son linge à hurler « Jupiter » pendant six ans, mais n’a pas un commentaire au moment où Jupiter se fait rouler dessus par deux sous-fifres du ministère de l’intérieur qui lui dictent leur nouvelle lecture des institutions. Il faut que la peur au sommet de l’État soit saisissante pour que le président avale ainsi de se faire dépouiller de toute souveraineté régalienne, camouflet sans précédent dans la Ve République. Mais on a encore rien vu avant d’apprendre que Macron est tombé d’une carafe en [découvrant](https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/police/violences-policieres/policier-incarcere-a-marseille-emmanuel-macron-a-decouvert-les-propos-du-patron-de-la-police-nationale-dans-la-presse_5970842.html) que tout ceci avait été orchestré dans son dos par son ministre de l’intérieur, humiliation elle aussi sans précédent, qui aurait valu normalement limogeage instantané du ministre, et devrait mettre en ébullition tous les fondus de la « popol » [la politique politicienne]. Ne connaissant de la politique que les « chocs d’egos », les coulisses et les manœuvres, ne sont-ils pas ici servis au-delà de toute espérance — cette fois d’ailleurs pour une bonne raison ? Et cependant regardent ailleurs. Les menées ouvertes du ministre de l’intérieur contre son président devraient être à la une de tous les médias, tourner en boucle. Rien.

Troisième lecture : la bascule délibérée. De l’observation passive de la dérive autoritaire jusqu’ici, le régime passe à l’accompagnement actif — prend la tête du processus et, selon son expression favorite, l’« assume ». La pensée se remanie en temps réel pour s’ajuster, ce qui est d’autant plus facile que la clique est inculte et sans principe : l’ordre est bon, l’ordre est désirable, l’ordre est même le seul désirable, rien ne doit venir en atténuer l’exercice. Que la logique des institutions y périsse n’a aucune importance — au bout de cette logique, n’y a-t-il pas d’ailleurs l’article 16, alors ? « L’ordre, l’ordre, l’ordre » : la république policière a trouvé sa devise.

Les vrais territoires perdus de la république

Il n’y a plus que le maintien du signifiant « républicain », dans une fuite en avant qui abolit la république, pour poser encore quelques problèmes, mais essentiellement cosmétiques. Au reste on peut toujours compter sur la veulerie, la complaisance et l’inculture (toujours la même) de l’éditorialisme capitaliste pour continuer de tenir l’intenable. La vérité est qu’il n’est plus un usage du mot « républicain » qui ne soit frauduleux.

Dès le départ, il faut l’avouer, la confusion était installée. Car « république » n’ayant jamais rien dit d’autre que « chose publique », elle est en elle-même une catégorie qui ne préjuge rien quant à sa forme, et peut tout aussi bien s’accommoder, selon les catégories usuelles de la philosophie politique, de la monarchie, de l’oligarchie ou de la démocratie — et même de Salò. Sans doute en France, le mot a-t-il reçu sa signification de la Révolution. Au moins la « république » d’alors, à défaut du tour qu’elle prit ensuite, était toute marquée des idéaux de démocratie et d’égalité, dont il est patent que la Ve République finissante leur est devenue *totalement* étrangère.

C’est bien pourquoi, sans aucun contresens conceptuel ni aucune contradiction, nous pouvons nous rendre au constat irréfragable que nous sommes passés dans une république policière. En réalité nous connaissons désormais parfaitement les vrais territoires perdus de la république : ce sont les commissariats, les fourgons de police, la préfecture et l’IGPN, mais aussi le bureau du garde des sceaux d’où sortent des circulaires de talion, les tribunaux qui les exécutent en leur donnant la forme d’une justice d’abattage, dont [les minutes](https://twitter.com/r_chekkat/status/1675989205053259777) sidèrent d’ignominie, les instituts médico-légaux qui falsifient les comptes-rendus, comme celui d’Adama Traoré, les prisons et les CRA bien sûr, et l’on pourrait y ajouter tous ces médias où le racisme a pris la consistance d’une ligne éditoriale. Voilà les vrais territoires perdus de la république — à l’exact envers de ceux qui sont usuellement donnés pour tels, ces quartiers d’où monte pourtant la demande d’*égalité* la plus authentiquement républicaine, où *la* valeur de la république — car dans une république démocratique et sociale il n’y en a qu’une : l’égalité — est prise au sérieux.

La bascule

Dans l’état actuel de violence dégondée et de racisme incrusté où se trouve la police, il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu’une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste.

On a longtemps réfléchi aux formes nouvelles que pourrait prendre un fascisme contemporain, qui permettraient de le qualifier sans qu’il ait à ressembler trait pour trait à celui des années 1930 — à l’image d’Orwell qui l’imaginait possiblement en chapeau melon et parapluie roulé. Ces exercices d’imagination sont en voie de devenir superflus. Quand des milices d’extrême droite prennent la rue pour y faire régner la terreur avec la bénédiction des forces de police qui regardent ailleurs, si elles ne les accompagnent pas, y en a-t-il encore à qui il faut faire un dessin ? Y a t-il encore beaucoup de questions à se poser quand ces mêmes forces de police votent à plus des deux tiers pour un parti d’extrême droite raciste, ou quand s’y répandent des insignes ouvertement fascistes voire néo-nazis ? Quand elles sont surreprésentées dans les projets d’attentats d’extrême droite ? Quand par ailleurs des éléments nazis s’affichent en toute décontraction autour du parti d’extrême droite promis au pouvoir ?

Car c’est sans doute ce qu’il y a de plus terrifiant dans la situation présente, à savoir la convergence d’une police raciste hors de contrôle et des groupes de rue fascistes, convergence de deux milices en quelque sorte, qui signe le possible devenir « république fasciste » de la désormais bien établie république policière.

« La police qui protège » était depuis un moment déjà [une fiction en lambeaux](https://lafabrique.fr/que-fait-la-police/), elle est complètement en cendres maintenant que nous avons vu le Raid, supposément nos « sauveurs » des jours d’attentat, tirant de bon cœur au fusil à pompe sur des émeutiers racisés. La confirmation est venue de Jean-Michel Fauvergues lui-même, ancien commandant du Raid devenu député Renaissance, et qui [réclame lui aussi](https://twitter.com/asimpere/status/1682892857554640897?s=20) une *« excuse de violence »* pour le confort psychologique des cogneurs. Sauf l’aveuglement des forcenés, il saute maintenant aux yeux que la police, dans un nombre croissant de ses unités, n’est plus qu’une milice sadique ivre de violence, livrée à ses vendettas personnelles, contre la famille Traoré par exemple ou contre des journalistes, se faisant un point d’honneur et de provocation de médailler, de promouvoir en son sein, les cogneurs et les racistes patentés, totalement autonomisée, ne répondant plus de rien à personne. « Police républicaine » est devenu le plus sinistre des oxymores.

**L’État hors les libertés et hors la loi**

Mais c’est bien le bâtiment entier de la Ve « République », dans toutes ses structures, qui est en train de s’effondrer. Dans la main de la police, le gouvernement, croyant trouver son salut dans la fuite en avant, ne cesse plus d’installer un climat qui resserre la main de la police, dont l’intervention est en train de devenir la première des politiques publiques, en tout cas l’adjuvant nécessaire de toutes les autres. Alors le registre « policier » imprègne et sature toute la vie publique — et c’est bien ainsi que se qualifie une république policière.

L’une des tendances les plus frappantes de ce climat général réside bien sûr dans la destruction avancée des libertés fondamentales. La restriction de fait du droit de manifester par l’intimidation policière violente, qui depuis longtemps aurait dû à soi seule scandaliser n’importe quel démocrate, s’accompagne des interdictions par arrêtés à des fins manifestes d’étouffer toute démonstration critique, comme le prouvent par ailleurs les arrestations ahurissantes qui suivent même la plus bénigne des atteintes symboliques à la majesté gouvernementale, présidentielle en tête.

Sans surprise la restriction des libertés politiques fondamentales prend de plus en plus souvent la forme d’une illégalité d’État — entre arrêtés d’interdiction manifestement abusifs, ou bien publiés après coup, interventions policières totalement hors droit, comme [la censure de la devanture d’une librairie](https://www.liberation.fr/societe/droits-des-femmes/librairie-feministe-censuree-a-nice-letat-condamne-pour-atteinte-a-la-liberte-dexpression-20230627_RMASVINMNFA5ZNGE4Z3G6UHXVU/) au prétexte que le ministre de l’intérieur ne pouvait supporter son contenu. La partie de la justice qui ne s’est pas entièrement rendue à la ligne de répression totale finit par condamner, mais combien de temps encore ? Les redispositions légales suivront de près les abus extralégaux, à l’image des drones, de la reconnaissance faciale ou de la censure des réseaux sociaux, « manières de faire » qui rangent donc la France de Macron au côté de l’Égypte, du Pakistan ou de la Chine. Et de nouveau : comment appelle-t-on un pouvoir qui veut que le silence règne ? Dans [un lapsus fameux](https://www.dailymotion.com/video/x61d1le), au tout début de son premier mandat, Macron voulant parler de la sortie de l’état d’urgence, avait dit : *« Nous sortirons de l’État de droit »*. Voilà.

**La bourgeoisie et ses partis**

Mais le séisme est total, emporte tout. Tel un immeuble effondré, tous les étages de la politique institutionnelle se sont écroulés les uns sur les autres, et tous sur le Rassemblement National. Nul ne pourrait plus dire en quoi Les Républicains s’en distinguent. Ni, par transitivité, la fausse majorité LREM qui d’une part aspire à s’allier avec LR, d’autre part traite avec la dernière complaisance le RN à l’Assemblée. Ainsi s’est constitué un bloc quasi-unifié, en tout cas idéologiquement, de la droite extrême : même idéologie économique et sociale, même racisme — et que ceux dans ses rangs qui ne disent mot sur une matière aussi grave sachent qu’ils sont comptés comme consentants —, même tropisme pour la conduite policière de la société, même mépris pour les réels principes d’une démocratie libérale.

Alors la présidente Braun-Pivet offre au RN [sa sympathie](https://libertehebdo.fr/politique-et-citoyens/article/yael-braun-pivet-la-bienseance-et-son-ami-sebastien-chenu) en plus des vice-présidences, le député Sitzenstuhl [ne pense pas du tout](https://twitter.com/LCP/status/1678748419471421440) qu’on puisse dire que CNews est d’extrême droite, le ministre Guérini non plus [à propos d’Europe 1](https://twitter.com/paul_denton/status/1678664356307914752), la députée Petel [demande qu’on dise](https://www.bfmtv.com/politique/la-republique-en-marche/je-l-appelle-le-delinquant-malgre-la-polemique-une-deputee-renaissance-maintient-ses-propos-sur-nahel_AN-202307110116.html) *« le jeune délinquant »* plutôt que *« le petit Nahel »*. En fait tout Renaissance passe à l’extrême droite et sa base électorale avec.

On mesure très exactement la dérive générale vers l’extrême droite quand la qualification d’« extrême-gauche » pour un parti aussi platement social-démocrate (au sens historique du terme) que la FI devient une sorte de cela va de soi - abondamment propagé par les journalistes comme il se doit. Logiquement, dans ce complet dérèglement des catégories, l’un des ilotes de France Info explique qu’un important leader du *« Centre »* vient de disparaître en Italie - il s’agissait de Berlusconi.

La fusion de toutes les droites dans l’extrême droite devient en tout cas patente à l’effort de faire de la FI une sorte de paria institutionnel au motif d’un « arc républicain », appellation renversante de ce qui est plutôt en train de s’affirmer comme arc autoritaire-fasciste. Disons tout de même à ces gens que mettre du rouge à lèvre à un cochon ne fait pas oublier qu’on a affaire à un cochon. De fait, il n’est plus que la FI qui se différencie clairement de cet agglomérat infâme, où l’on trouve en position de satellite, c’est à peine un paradoxe, le PC de Roussel, passé sans l’ombre d’une hésitation du côté de la république policière, ainsi que la fraction du PS typique de la gauche d’extrême droite — Cazeneuve, Valls et consorts.

Mais le lieu où le renversement des catégories et des valeurs, l’abolition des principes et le déni d’humanité font des ravages, c’est la bourgeoisie elle-même. En réalité elle n’a jamais trouvé personnage si adéquat que Macron pour la représenter. C’est qu’il fallait un individu particulièrement « libéré » pour lui autoriser un tel retour du refoulé. Car Macron a verbalisé le fond de sa pensée en explicitant la différence « de ceux qui ont réussi et de ceux qui ne sont rien », c’est-à-dire en installant formellement la catégorie des « riens ». D’où suit que, dessinant au passage en creux le traitement possible des « riens », il a posé la structure élémentaire de la pensée raciste : une sous-humanité *expendable*.

On comprend que la bourgeoisie y verse tête première, racisme tout court à la suite du racisme social, quand la crise organique s’aiguise, que l’ambiance xénophobe se répand dans le pays, et que tous les éléments de la conjoncture viennent se solidariser avec la défense aveugle de son ordre : régime policier, police raciste, acclamations racistes. Selon une configuration qui n’a rien d’une nouveauté historique, s’il faut en passer par la pure ignominie politique pour défendre l’ordre bourgeois, ainsi sera-t-il. Tout ce que la situation générale offre est bon à prendre, sans distinction, sans réserve. Voilà donc la bourgeoisie qui, sur les réseaux sociaux ou dans les médias, hurle de rage et de jouissance contre les Arabes et les Noirs — en plus de se déverser par contributions à centaines, voire milliers d’euros, dans la [cagnotte de la honte](https://twitter.com/Docteur_Merdier/status/1684140647316353024) pour un meurtrier d’enfant. Arabe.

**Le « courage de la nuance »**

Mais dira-t-on, tout ceci est très exagéré. Car il y a une bourgeoisie éclairée, une bourgeoisie humaniste et cultivée — une bourgeoisie-de-gauche. C’est vrai : statufiée dans le déni. On se souvient de cette séquence récente, c’était au printemps, où le mot maudit, « illibéralisme », a commencé à émerger, pour la première fois dans une application possible à la France de Macron. La séquence est également connue sous le nom de « bal des cocus » puisque c’est à la même époque, en effet, qu’on a commencé aussi à faire parler les « intellectuels déçus du macronisme » — manière de voir où en était leur enthousiasme libéral après un 49.3, une répression féroce des manifestations, la chasse aux casseroles, aux cartons rouges et l’entrée dans les arrêtés d’interdiction tombés de la lune.

Bien sûr tous ces aigles de la pensée, de Jean Viard (sociologue de France Info) jusqu’à Jean Garrigues (historien de télé) sont un peu gênés aux entournures mais tout de même nous appellent, comme [Leila Slimani](https://twitter.com/CPolF5/status/1307724240570011655), [Jean Birnbaum](https://www.seuil.com/ouvrage/le-courage-de-la-nuance-jean-birnbaum/9782021476736) et tout le journal *Le Monde* à avoir *« le courage de la nuance »*. Marc Lazar, invité giratoire des médias raisonnables s’alarme presque sur *C Ce soir* : « illibéralisme », et puis quoi encore ? pourquoi pas dictature pendant qu’on y est. « Dictature » : c’est le motif de s’esclaffer grassement de toute la bourgeoisie macroniste, qui pense que « élections formelles » et « presse privée » épuisent tout ce qu’il y a à entendre par démocratie. Le reste n’existe pas. « Allez donc voir en Corée du nord ». Le macronisme n’est pas que la république policière en voie de fascisation : c’est aussi l’empire des débiles.

Malheureusement, ils ne sont pas les seuls à qui il faut faire comprendre la différence entre un *état* et une *évolution*, un *point* et une *trajectoire* — et une vitesse de parcours de la trajectoire à partir du point. Le problème avec les emplois du mot fascisme contraints de coller parfaitement à la situation du moment et à elle seulement, c’est qu’en effet avant l’heure c’est pas l’heure, mais qu’après l’heure c’est trop tard.

Ça n’est pas en lisant *La Nuance* qu’on se réveillera à temps. Françoise Fressoz qui y chronique sa passion du macronisme [tire des émeutes la conclusion](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/11/apres-les-emeutes-emmanuel-macron-est-somme-de-trouver-une-reponse-convaincante-a-la-question-de-l-autorite-republicaine_6181407_3232.html) qu’on attendait d’elle : *« La gravité des faits, combinée à la forte demande de l’opinion, commande* [à Macron] *d’aller plus loin pour contrer la surenchère sécuritaire de la droite et de l’extrême droite »*. Comme c’est brillant, comme c’est bien pensé : pour empêcher la survenue de l’extrême droite, menons nous-mêmes la politique de l’extrême droite — soyons nous-mêmes l’extrême droite. Aveugle, dénégatrice et possédée : la bourgeoisie macronienne.

On reconnaît la « pensée » bourgeoise à ce qu’aucune méditation sérieuse de l’histoire — c’est-à-dire porteuse de leçons — ne peut y trouver sa place. Pire encore, toute évocation de l’histoire y fonctionne presque nécessairement comme une neutralisation, quand ça n’est pas comme une complète défiguration. Gageons qu’aucun des grands esprits qui éditorialisent à *La Nuance* ne manque d’avoir les années 1930 en tête. Celles-ci n’y figurent cependant que comme une pièce de musée dont il n’y a rien à tirer pour le temps présent. Admettons qu’entre la bourgeoisie ouvertement raciste qui fait activement advenir le pire, et la bourgeoisie pharisienne incapable de voir le pire advenir, nous ne sommes pas très bien partis.

On ne dirait pas sans abus que le macronisme en tant que tel est un fascisme. On peut en revanche affirmer avec certitude qu’il aura tout installé, et tout préparé. Les régimes monstrueux ne prennent jamais que sur des terreaux adéquats. En six ans, le macronisme, totalement ignorant de ce qu’est une société, des forces qui la composent, de ce qui peut s’y réveiller, répandant partout une violence inouïe, aura déposé une épaisse et confortable couche de fumier. Tout va y pousser avec une déconcertante facilité.

Macron, dit-on, aspire à entrer dans l’Histoire. Qu’il se rassure, il y a désormais matière. « Antichambre », c’est assurément une position dans l’Histoire. Il suffit d’avoir vu parader sa BRAV, cette unité antonyme faite de lâches, garde prétorienne devenue la métonymie de tout un régime, pour savoir très exactement dans quoi nous vivons et vers où nous allons.

*Frédéric Lordon est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS*. *Article paru dans son blog* [*La pompe à phynance*](https://blog.mondediplo.net/-La-pompe-a-phynance-) *dans* [*Les blogs du « Diplo »*](https://blog.mondediplo.net/)

Ruissellement

*Glané sur le net par Jean-Claude Laforgue*

****

**Une rentrée rabougrie**

*Par* ***Yann Fiévet***

La rentrée des classes 2023 en France est marquée du sceau d’un inquiétant rabougrissement. Plusieurs évènements attestent de ce phénomène surgissant dans un moment de grandes tensions au sein du corps social, tensions face auxquelles le pouvoir politique en place manque singulièrement de sérénité. La portée de ces évènements dépasse de très loin le cadre de l’Ecole et sont tout sauf anecdotiques. L’Ecole étant le lieu privilégié de l’accueil de la jeunesse du pays il conviendrait, paraît-t-il, de la reprendre en main. D’une main ferme évidemment accompagnée parfois d’une bonne dose de pudibonderie. Nous allons retrouver ici quelques figures du macronisme le plus pur auquel peuvent venir s’adjoindre sporadiquement, pour pouvoir exister un peu, quelques satellites issus de la sphère politique la plus réactionnaire. Nous nommons, dans l’ordre de leur entrée en scène, Gabriel Attal, Valérie Pécresse, Gérald Darmanin et… Jupiter soi-même.

En juillet dernier, après que la « communauté scolaire » nationale fut entièrement partie en congés d’été, le monarque décida de remplacer le ministre idoine. Ainsi, Gabriel Attal, jeune loup aux dents longues et pourtant déjà presque vieux en politique, succède à Pap Ndiaye qui en une année seulement ne pouvait avoir fait oublier le calamiteux quinquennat de Jean-Michel Blanquer. Contrairement à Pap Ndiaye qui est universitaire Gabriel Attal n’a jamais occupé la moindre fonction au sein de « l’appareil éducatif ». Passé par la prestigieuse Ecole Alsacienne de Paris il est le pur produit de la mérito-aristocratie et va ainsi pouvoir donner des gages de sincérité à tous ceux qui craignaient que l’on tente de remettre en cause un tant soit peu les privilèges de l’enseignement privé. C’est précisément là que Pap Ndiaye se mit à dos le plus d’ennemis, et pas seulement au sein de la droite extrême. Partisan de la mise en œuvre de moyens destinés à promouvoir une « mixité sociale » digne de ce nom il entendait y inclure la sphère privée de l’éducation. De fait, l’Elysée n’avait pas même besoin du tollé de la Droite pour ne pas supporter l’outrecuidance d’un ministre osant s’être levé du strapontin qui lui avait complaisamment été offert. L’Ecole doit rester à deux vitesses. On ne va tout de même pas rallumer la guerre scolaire, proclama le Président du Sénat. Il peut enfin dormir de nouveau sur ses deux oreilles : ce n’est pas Gaby le Magnifique qui songera à déterrer la hache de guerre. En revanche, on va le voir beaucoup sur le terrain en cette rentrée, histoire de poursuivre l’esbroufe macronienne entamée voilà plus de six années. Du reste il a commencé en août par la rentrée à la Réunion. Consolons-nous : à cette première occasion il a déjà trouvé le moyen de se prendre les pieds dans le tapis de… « l’immigration en provenance de Mayotte ». Assurément, il compte sur le dos de l’Ecole pour continuer de se faire les dents.

La jeunesse doit savoir se tenir. Gabriel Attal va s’atteler à cette tâche indissociable, selon les tenants de l’Ordre établi, de la « bonne marche » du système éducatif. Il pourra compter en la matière sur le soutien inconditionnel de Valérie Pécresse qui préside aux destinées de la Région Ile-de-France. En juillet dernier, elle déclara que « notre devoir est de faire aimer la France à notre jeunesse ». En même temps, elle décida de débaptiser le lycée Angela-Davis de Saint-Denis (93). En proposant, à la place, le nom de Rosa Parks. Elle se justifie en ces termes : « Personnellement, vous l’avez compris, je préfère la révolution civique de Martin Luther King à la lutte armée violente des Black Panthers ». Elle alimente ainsi l’artificielle opposition entre les activistes noirs : d’un côté, les sages, les modérés, bref, les respectables. De l’autre, les violents, les radicaux, les extrémistes. La réalité est pourtant bien différente : Rosa Parks n’était pas seulement « une petite dame gentille assise dans le bus avec son petit sac ; elle était aussi une militante proche des mouvements communistes. D’autre part, considérer qu’Angela Davis était violente est totalement faux – par conséquent raciste - et consiste à effacer purement et simplement – c’est probablement le but ultime de cette entreprise idéologique de démolition – le fait que les nombreux ouvrages de la sociologue américaine sont lus et analysés dans le monde entier. Valérie Pécresse affiche là la suffisance éhontée des insuffisants. Il conviendrait au contraire d’étudier dans les lycées la pensée d’Angela Davis qui, toute sa vie, a forgé des outils de réflexion contre toutes les formes d’injustices. Alors, la France deviendrait vraiment pleinement aimable aux yeux des jeunes, en particulier dans « les quartiers » si malmenés en maints endroits du pays. Les lycéens de Seine-Saint-Denis – et leurs professeurs – seront-ils muets à la rentrée face à l’insulte qui vient d’être commise, en leur nom,  à l’encontre de la figure incontestable de l’antiracisme qu’est Angela Davis ? Un autre livre ne figure évidemment pas au chevet de Valérie Pécresse : celui, remarqué, que l’historien Pap Ndiaye a consacré à « la condition noire ». La boucle est ainsi bouclée !

Il est donc grand temps que notre jeunesse soit édifiée par les bonnes valeurs morales qui lui permettront d’évoluer docilement demain dans une société enfin apaisée. C’est là que Gérald Darmanin intervient. Il abandonne à l’occasion son costume de père fouettard en chef pour endosser celui de nouveau « père la pudeur », costume que porta fièrement autrefois l’un de ses ascendants idéologiques. Il est des filiations qui ne se renient pas. Les débordements de la jeunesse ne se déroulent pas uniquement sur la voie publique. Ils peuvent aussi avoir lieu dans la sphère privée, dans l’intimité des relations interpersonnelles, en principe à l’abri des regards. Il ne faut pourtant pas s’interdire d’agir là-dessus aussi. Le 18 juillet dernier, Gérald Darmanin, ministre de l’Intérieur au pouvoir très étendu, a fait interdire la vente aux mineurs d’un roman jeunesse dont certaines scènes ont été jugées pornographiques. Voilà un grand moment de puritanisme imbécile et pour le moins opportuniste.  La sexualité de l’adolescence dérange encore et toujours certains esprits qui soit ont raté ce moment initiatique, soit l’ont étonnamment oublié. C’est le moment de la découverte de son propre corps, « la construction de sa capacité à désirer le désirable, etc. Thierry Magnier, éditeur du livre censuré, voulait « montrer comment la littérature, à un âge donné, accompagne cette découverte-là ». Et tant pis si, parfois, les récits abandonnent la littérature en route, pour ne plus raconter que l’été et les corps. » Mais, cela est intolérable aux yeux de ce qui pourrait devenir une nouvelle police des mœurs.

On en conviendra : il se cache derrière ces divers évènements, tous intervenus en juillet quand le citoyen a la tête ailleurs, un manque caractérisé de sérénité. Pour faire bonne mesure, il fallait bien que Jupiter apporte sa pierre à cette fébrilité estivale. Il le fit depuis son lieu de vacances aoutien. Un œil sur le lointain Niger, l’autre sur les banlieues toutes aussi lointaines pour lui, il a prévenu qu’aucun débordement dans les quartiers populaires ne sera toléré à la rentrée. Les mauvaises langues, dont nous ne sommes pas, diront que le monarque verse là de l’huile sur le feu ! En fait, il sait pertinemment que les motifs d’un possible embrasement sont de plus en plus criants. Il y répondra, le cas échéant, avec ses plus fidèles lieutenants, par de nouvelles manifestations du rabougrissement en marche.

Les Rois du Nonsense

*Glané sur le net par Jean-Claude Laforgue*



Anomie ?

*Par* ***Saül Karsz***

Étonnant climat, actuellement, en France.

Climat météorologique, tout d’abord. Au beau milieu de chaleurs estivales qui battent tous les records, des pluies drues se déchainent qui ne rafraîchissent guère l’air ambiant car il continue de faire lourd, pesant. S’en protéger paraît plutôt inutile car ces pluies ne durent pas longtemps et la chaleur est toujours là qui rend encombrants les imperméables, casquettes et autres parapluies. Et ce ne sont pas les incendies gigantesques ni la transhumance forcée des populations et des touristes qui allègeront la situation. Bref, la question est : comme faire avec ce fatras, métaphore d’autres climats contemporains tout aussi profondément détraqués ?

Climat politique. La liste est ici bien plus longue que la précédente. Plus d’un million d’euros offerts à un policier victimaire à sang froid d’un jeune banlieusard de 17 ans. Ministre (de la justice !) déféré en Cour de Justice de la République pour un probable conflit d’intérêts. Un grand chef de la police expliquant que les agents suspects de grave abus de pouvoir ne doivent pourtant pas aller en prison avant de passer en justice (auquel cas il faudrait libérer des milliers de prévenus non-policiers). Mise en arrêt réel pour maladie fictive d’une partie des forces policières qui fraudent ainsi la Sécurité Sociale. Ministre qui est l’autorité de tutelle de la directrice adjointe de l’Assurance maladie, son épouse : aucun conflit d’intérêts entre les conjoints, décide la Haute autorité pour la transparence [sic] de la vie publique. Olympique réponse présidentielle à la révolte désespérée et désespérante des banlieues pauvres : triple appel à l’Autorité, à l’Autorité, à l’Autorité. Liste largement incomplète, bien entendu. La question est : comme faire avec ce fatras ?

Climat social, également. Urgences hospitalières ou ambulatoires en déliquescence avancée, quasi-impossibilité de se faire soigner si on manque de médecin attitré, paupérisation de vastes cohortes d’étudiants, crise du logement, résignation forcément rancunière face aux violences policières qui, explique un ministre, n’en sont pas, inflation et coût de la (sur)vie qui ne font pas que des malheureux… Des traits de la vie quotidienne en découlent, qui alourdissent encore le climat : courtoisie, déférence minimale, souci d’autrui sont de moins en moins usités dans les relations de voisinage, les transports, les marchés, dans la rue ; renfermement généralisé dans des bulles conjugales, familiales ou de quartier, crispations de toutes sortes, défiance spontanée envers autrui, perçu comme une menace… La question est : comme faire avec ce fatras ?

Émile Durkheim (1858-1917), un des fondateurs de la sociologie, forge la notion d’anomie, très répandue dans et hors la discipline. Elle désigne moins l’absence pure et simple de normes que, plus précisément, l’ébranlement du respect des normes, l’effilochement de la croyance en la nécessité des règles communes, la méfiance envers les références partagées, la certitude croissante d’après laquelle faire société revient à se faire avoir. Les normes continuent d’être en vigueur, créditées d’une confiance en baisse constante. Quelque chose comme des superstructures aléatoires, incertaines. Le monde continue, une partie notable de ses occupants n’y croit guère.

Certes, le tableau dessiné ci-dessus comporte, et c’est heureux, de notables exceptions, actuelles et passées. Il dessine une tendance puissante et entreprenante, pas (encore ?) une catastrophe complète. D’ailleurs, aucune société n’a jamais manqué de conflits, plus d’une fois mortifères. Sont aujourd’hui accentués des comportements déjà en cours précédemment. En même temps, des inégalités de toutes sortes et en tous domaines, décomplexées, revendiquées comme telles, triomphent. Des courants conservateurs organisés et informels montent en vigueur et en influence. Une hypothèse raisonnable sur les fatras contemporains passe ainsi par la notion d’anomie. En effet, nous vivons actuellement les multiples effets d’une société submergée par le néo-libéralisme et ses orientations ouvertement fascisantes. Ces effets sont économiques et politiques, et également éthiques, individuels et collectifs, interpersonnels et institutionnels, pratiques et théoriques, intellectuels et affectifs. Les modalités de coexistence, non seulement de production et de consommation, sont aujourd’hui en cause. Des analyses fines pourraient montrer ce qu’il en est au cas par cas. Le montrer dialectiquement : tout ne va pas de pire en pire pour tout le monde…

Parce qu’il s’agit bien d’une tendance et pas (encore ?) d’une situation complètement généralisée, nous nous devons de rester en éveil, soucieux de ne pas collaborer aux multiples dévastations en cours, engagés dans des œuvres associatives, syndicales et politiques qui, classiques ou renouvelées, tentent de sauvegarder des espaces de respiration et d’ouverture collectives. A chacun de voir ce qu’il peut faire, ce qu’il veut faire, pour les autres et pour lui, à quoi il tient à ne pas ou à ne plus se prêter. Faute de solution magique, il reste juste et rien de moins que des luttes longues, difficiles, menées avec autant d’opiniâtreté et de lucidité que possible, à succès nullement garanti. Des luttes indispensables, car la neutralité, les abstentions, les narcissismes de l’entre-soi sont des formes courantes de collaboration avec le nouvel ordre du monde. Urgence climatique, urgence politique, urgence sociale, urgence subjective : différents fronts d’un seul et même combat.

*Article paru dans https://www.pratiques-sociales.org*

Outre mer : la bataille de l’octroi de mer

*Par Mireille Pierre-Louis*

*L’octroi de mer est une imposition spécifique dans les départements d’Outre-mer de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de La Réunion : les opérations soumises à l’octroi de mer sont les importations de biens et les livraisons de biens, faites à titre onéreux, par des personnes qui y exercent des activités de production (ndlr).*

 Pour ceux qui pensent que l'octroi de mer est un impôt colonial qui alimente une économie de comptoir, il faut se sortir du prêt à penser idéologique, l'octroi de mer est une barrière qui protège la production locale, et sans cette barrière les importations vont exploser, et  l'Etat va récupérer la rente de l'hyperconsommation avec une TVA qui, nationale, va alimenter directement le budget de l’Etat, alors que l’octroi de mer, versé aux Conseils régionaux, est redistribué aux communes

Toutes les petites économies insulaires ont une barrière pour protéger la production locale et alimenter les budgets des communes. Sous la pression du FMI, ces barrières sont détruites petit à petit, la production locale s'effondre, les services publics également, c'est le schéma tracé pour les DOM, la refonte de l'Octroi de mer ayant été confiée à des experts du FMI

Au moment où l'Etat a de telles visées, prendre langue avec lui sur la "refonte" de l'Octroi de mer, est complètement suicidaire pour nos territoires, il faut se battre pour sauvegarder une autonomie fiscale, le reste ne devrait plus le concerner si l'on opte pour une autonomie. Mais perdre son autonomie fiscale et parler d'autonomie, serait pure duplicité.

Une récente émission locale, où j’interviens, permet d’aborder la question de l'octroi de mer, mais également toutes les "urgences" dont devraient se préoccuper les politiques aujourd'hui. Hélas la démocratie est ici comme ailleurs en panne...

*Retrouvez cette émission sur youtube :* <https://www.youtube.com/watch?v=og0AmscWF9o>

Le monde enchanté de Barbie

## *Glané sur le net par* *****Le club des masochistes adorateurs des milliardaires*****



Les humeurs de José Barros

*Par* ***José Barros*** *Traduction de* ***João Silveirinho***

**Alors que le ministre n’avait pas encore pris ses fonctions…**

Il n’était même pas encore entré dans son bureau… Ils étaient déjà en train de dire que le ministre nommé pour être en charge de l’Education Nationale qu’il n’avait jamais mis même un pied, même tout petit garçon, pour vouloir maintenant administrer cette Administration ! Ils disent que si, même gamin, c’est parce l’opinion qu’il avait de l’Education nationale était suffisamment négative pour choisir le privé.

Hé bien… c’est un point de vue ! Mais le nouveau ministre, monsieur Gabriel Attal, avec le curriculum qu’il a, peut aussi argumenter que c’est précisément pour ça, pour avoir été critique en relation à l’Education Nationale, qu’il sait très bien ce qui va mal pour y remédier… Car une des qualités que ce ministre a, nous devons le reconnaître, c’est qu’il est un excellent phraseur, à l’unisson du Président de la République, et ça, c’est déjà une excellente qualité ! Ceux qui défendent l’Education Nationale doivent veiller à ce que cette qualité du Ministre ne soit pas utilisée pour expliquer qu’on ne trouve aucun remède pour une bonne école publique… Alors, ce sera mieux de privatiser l’Education Nationale !

**« Prends-moi un Yop » : l’absurde au cœur des émeutes**

*Par Romain Huët*

« Wala, ça a ouvert le Franprix. Hey, prends-moi un Yop, prends-moi un Yop ». Ailleurs, dans une autre ville de France, au beau milieu des affrontements, un homme mange tranquillement son sandwich, l’air de rien. À Romainville, dans la nuit du 29 juin, j’assiste au pillage d’un bureau de tabac. Un gars ressort les bras chargés de sucettes qu’il balance en l’air tel un brave au bon cœur. Toujours à Romainville, cette même nuit-là, des émeutiers tentent de brûler la laverie automatique. « Tout’e façon, elle n’a jamais marché » relativise un passant. À Nanterre, dans la nuit du 27 au 28 juin, j’observe un gamin s’obstiner à jeter un cocktail Molotov dans un feu de poubelle déjà bien garni. Ailleurs encore, une vidéo montre une femme bien à son aise qui profite d’un feu de poubelle pour faire cuire quelques grillades. Sur un autre snap (réseau social Snapchat), un type cagoulé court avec en mains une guitare électrique tout juste volée. Ailleurs encore, un magasin alimentaire se fait piller. La « dame, elle a pris du coton, mdr (NDLR : mort de rire) ». Au cours d’un autre pillage, on entend crier « prends du mascarpone ». À Sarcelles, un homme déguisé en Spiderman a été aperçu dans les rues. À Rennes, un joyeux luron, un brin détraqué, est aux commandes d’un engin de chantier. Il s’amuse à fracasser un lampadaire.

Les révoltes de juin 2023 sont en train de faire l’histoire, une histoire supplémentaire de rupture avec les pouvoirs. Elles frappent par leur intensité, la rapidité de leur propagation, l’ampleur des destructions, et chose nouvelle par rapport à 2005, celle des pillages. La circulation des vidéos sur les réseaux sociaux ajoute à la stupéfaction. Ces émeutes sont des [révoltes politiques](https://theconversation.com/pourquoi-les-jeunes-de-cite-defient-les-institutions-199117) quand bien même elles ne se traduisent pas, dans le présent de la situation, par des slogans ou des revendications. Ce qui domine dans l’émeute, ce n’est pas la parole mais plutôt l’acte. Elle confronte la société dans ce qu’elle sait déjà mais qu’elle dénie ou qu’elle se refuse d’affronter sérieusement depuis des décennies autrement que par une gestion technique du « maintien de l’ordre public ». Ces vies écrasées et méprisées se redressent et débordent. Elles font effraction dans ce qui leur est habituellement soustrait : la parole et l’audition politiques.

 « Dingueries »

Au côté de la gravité de la situation et de ses déterminations politiques, une chose étonne : au milieu des affrontements, entre les tirs de mortiers, de feu d’artifice, des dizaines de vidéos montrent aussi des émeutiers hilares, amusés de leurs propres gestes et narquois. Ils donnent le sentiment de jouir du moment présent. Ils développent un sens évident de la mise en absurdité de leurs propres gestes. On y croise des « fous » qui font toute sorte de « dingueries » c’est-à-dire des êtres qui osent des gestes transgressifs que le commun s’interdit d’accomplir par crainte ou par honte. Le temps d’un instant, au cours d’une nuit ou d’une marche blanche, certains en oublient les sentiments tristes qui les ont conduits dans la rue.

C’est un fait assez commun aux émeutes : elles sont un condensé d’affects et de sensations hétérogènes et souvent contradictoires. L’absurde côtoie la colère. L’humour se confond avec la violence des gestes. La joie se mêle aux larmes de la famille endeuillée de Nahel. Les gestes nihilistes de saccage se mélangent aux plaintes dirigées sans équivocité à l’endroit des forces de l’ordre et de l’état. Rationalités politiques et gestes absurdes sont le propre des pratiques émeutières.

L’ivresse s’unit aux idées de vengeance. L’attaque de la maison de Vincent Jeanbrun, maire de L’Haÿ-les-Roses, en est le témoignage concret. Mais au-delà des faits de violence directe, il y a une atmosphère propre aux émeutes qu’il convient de saisir. Quiconque n’a jamais participé à une manifestation émeutière pourrait être surpris sinon scandalisé par le caractère souvent joyeux et festif des émeutes. Au lieu de susciter de la répulsion chez les témoins ou les participants, ces violences sont à l’origine d’amusement, d’enthousiasme collectif, de vertige jusqu’à des formes d’ivresse qui produisent en chacun un profond sentiment d’irréalité. Faut-il encore se demander d’où provient cette joie là où l’on devrait a priori ressentir de la peine et de l’effroi.

Puissances retrouvées

La première raison est éminemment politique. Elle réside dans le fait que les émeutiers retrouvent une puissance collective. Ces corps assemblés tiennent la rue, non loin de là où ils vivent. Ils ont le sentiment d’occuper l’espace contre la volonté des ordres policiers. Cela produit l’effet grisant de la conquête d’une puissance qui échappe au travail de répression et d’encadrement par les forces policières. L’émeutier ne subit plus. Il inverse même les registres de la puissance puisqu’il oblige les symboles du pouvoir à fermer, à se barricader (institutions), à reculer et à se protéger (forces de police).

C’est le vertige tout à fait momentané d’une puissance retrouvée devant la mise en échec des pouvoirs, des ordres et des formes qui empêchent habituellement la vie quotidienne. L’espace physique de la rue est occupé tout comme l’espace médiatique. Aux invisibilisations politiques habituelles les révoltés font effraction dans le débat public. Les dénonciations sont limpides.

Un renversement momentané de l’ordre

La seconde raison suit la logique du spectacle. L’émeute emprunte particulièrement au registre carnavalesque. Certes, dans ces émeutes, les déguisements sont rares mais, ces derniers jours, on voit de nombreuses mises en scène : un goût prononcé pour le feu (feux de poubelles, cocktails Molotov), un usage abondant des feux d’artifice (mortiers) et de pétards. La circulation affolante des images sur Snapchat et TikTok ajoute à la mise en spectacle. Le geste n’existe pas seulement dans le présent de la situation. Il est vu, capté en vidéo et est promis à circuler voire à « percer » sur les réseaux. Des classements des villes les plus « chaudes » circulent sur quelques comptes Twitter. À cet égard, l’entrée de la ville de Marseille dans les émeutes a été fortement commentée. Il n’y a de spectacle que pour être donné à voir. Le renversement momentané de l’ordre a quelque chose de plaisant car parodique. Le pouvoir quitte son raffinement habituel et est obligé à se déployer de manière grotesque : courir après les manifestants, les frapper parfois indistinctement, se cacher pour surprendre ses proies. Les rires éclatent là où les forces de police apparaissent empruntées, maladroites et débordées.

La troisième raison qui explique la joie émeutière réside dans le retournement du rapport avec les forces de l’ordre. Au respect qu’il leur est attaché dans la vie ordinaire, l’émeute ouvre une scène où il est possible de les insulter, de les rabaisser et de les humilier par le langage. Les forces de police peuvent aussi être attaquées et donc atteintes dans leurs corps. L’émeute s’alimente de ces ambivalences. Elle devient un temps symbolique de suspension des formes et offre un défi tantôt narquois, tantôt rageur aux forces de l’ordre. L’émeute inspire les passions et le chaos en réponse à la rigidité, l’ordre, le sérieux et à la froideur de l’État. Il y a donc un charme de l’émeute en tant qu’elle fait rupture avec les expériences ordinaires.

Le risque de la fétichisation

C’est une sensation qui appartient au voir ; un paysage désorganisé, des rues occupées, des forces de police désorientées, un espace urbain chaotique, c’est-à-dire autant de situations perceptibles qui semblent faire balbutier les structures du monde. Le réel n’est pas anéanti : il est marqué, scarifié et abîmé. La colère trouve le sentiment de son bon droit dans le redressement des corps et leur charge contre le pouvoir. C’est une épreuve corporelle du politique. Les joies souvent absurdes ne doivent pas conduire à une fétichisation ou à une esthétisation des émeutes comme si elles étaient la manifestation la plus évidente d’une révolte authentique. Elles sont le signe d’une détresse politique. Car si l’émeute déborde parfois le pouvoir et le met ponctuellement en échec, elle demeure le signe d’une impuissance à intervenir dans le monde pour faire entendre et reconnaître ses plaintes. Mais elle rappelle aussi l’impatience qu’ont les émeutiers à faire droit à leurs colères. L’émeutier regarde le monde. Il le parcourt, l’engrange et le brûle.

*Romain Huët est Maitre de conférences en sciences de la communication, chercheur au PREFICS (Plurilinguismes, Représentations, Expressions Francophones, Information, Communication, Sociolinguistique), Université Rennes 2. Texte paru dans The Conversation France <newsletter@theconversation.fr>*

**Mutations au Moyen-Orient**

*Par* ***Michel Rogalski***

En une vingtaine d’années les cartes ont été bouleversées au Moyen-Orient. À bien y regarder on y retrouve l’impact régionalisé des grandes mutations du monde telles qu’elles se sont révélées à l’occasion de la guerre entre la Russie et l’Ukraine dont la dimension s’est mondialisée. Celui-ci a énormément été bousculé et a reconfiguré cette région qui avait toujours fait l’objet, notamment à cause des immenses ressources énergétiques qu’elle possédait, de l’intérêt des grandes puissances qui ne pouvaient s’en désintéresser. Les États-Unis disposaient de deux alliés solides, l’un, l’Arabie saoudite lui assurant pétrole en échange d’une protection sécuritaire, l’autre, Israël assurant le rôle de gendarme régional en échange d’une solidarité sans faille y compris contre les revendications palestiniennes ou la mise en place d’un arsenal nucléaire.

Tout cela a été bouleversé par les interventions militaires américaines dans la région, tout d’abord en Afghanistan à la suite du 11 septembre 2001, puis en Irak en 2003 accusé de façon mensongère de détenir des stocks d’armes chimiques susceptibles de menacer les pays voisins. Cette deuxième intervention n’ayant pu réunir ni l’aval des Nations unies, ni celui de l’Otan et ayant du être menée sous le label d’une « coalition ad hoc », que l’on pourrait traduire par l’expression « qui m’aime me suive ». Opération « habillée » en outre d’un discours messianique de George W. Bush inspiré des « neocons » sur un Grand Moyen-Orient ayant vocation à se tourner par un effet domino vers la démocratie grâce à la guerre et aux vertus du « nation building ». En clair, on casse tout et on reconstruit sur le chaos provoqué. Certains observateurs allant même jusqu’à avancer qu’il s’agissait plus d’une stratégie de chaos organisé plutôt que d’une situation qui avait dérapé. La guerre au régime syrien de Bachar al-Assad témoignera de la même méthode. La longue guerre d’Afghanistan qui dura vingt ans se termina par la chute de Kaboul dans des conditions humiliantes pour les États-Unis au point de mettre en doute leur capacité à assurer leur protection à quelconque pays.

Évidemment, rien ne s’est passé comme prévu. Les États-Unis ont livré l’Irak à l’Iran pays honni mais qu’ils se sont bien gardé d’attaquer frontalement parce qu’un peu plus gros à avaler, s’essayant plutôt à travers des sanctions à tenter sans succès un changement de régime. Ils ont réactivé les antagonismes religieux dont celui qui oppose les chiites aux sunnites dans la région de l’Iran au Yémen en passant par le Liban. Surtout, ils n’ont pu éviter que le chaos irakien ne laisse place à l’émergence d’un califat islamique territorialement installé à cheval sur l’Irak et la Syrie sous la conduite d’El Daech. Merveilleux prétexte pour la réintroduction dans le jeu moyenoriental de la Russie qui sous couvert d’éradication terroriste y a ajouté sa volonté de sauver le régime syrien allié en mauvaise posture. Très vite les États-Unis se sont retirés du bourbier créé laissant l’ONU s’en débrouiller et ont repris leur virage stratégique vers le pivot asiatique, voire indo-pacifique déjà décidé par le président Obama.

De nouveaux États profitent de cette situation pour s’affirmer dans la région. L’Arabie saoudite conduite par son dirigeant Mohammed ben Salmane (MBS), hier encore ostracisé pour avoir fait découper en morceaux dans son ambassade turque un opposant journaliste, fait un retour remarqué sur la scène internationale. Elle réussit à enchaîner des écarts diplomatiques qui témoignent de son autonomie grandissante. Tour à tour elle se rapproche d’Israël, pays jusqu’alors honni, renoue avec le Qatar, inflige un camouflet à Biden qui se déplace jusqu’à Ryad pour lui demander de faire baisser le prix du pétrole, se coordonne avec la Russie sous sanctions occidentales dans le domaine énergétique et, à l’étonnement général, réussit à se rapprocher de l’Iran grâce aux bons auspices de l’Irak pour conclure finalement un accord scellant la réconciliation à… Pékin ravi d’apporter sa caution et d’être ainsi reconnu comme puissance jouant son rôle au Moyen-Orient. Plus encore, l’Arabie saoudite, avec quelques alliés, réussit, à la faveur du séisme qui endeuille la région à faire revenir dans la famille de la Ligue arabe la Syrie qui en avait été exclue depuis 2011 consacrant ainsi Bachar al-Assad comme le vainqueur incontestable de la guerre qui dévasta son pays. Ryad négocie la fin de la longue guerre du Yémen où elle s’opposait à l’Iran, s’associe à l’organisation de Shanghai que l’Iran a déjà intégrée. MBS est aujourd’hui regardé comme un nouveau Nasser et peut être invité en grande pompe à l’Élysée pour faire avancer sa candidature à accueillir l’Exposition universelle de 2030 en échange d’une présence au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, organisé par Emmanuel Macron et éventuellement un passage au Salon aéronautique du Bourget, tout ceci sans engagement contraignant. Conscient qu’il lui reste vingt ou trente ans avant la fin de l’ère pétrolière, MBS n’a pas manqué de remarquer que les Émirats arabes unis (Dubaï et Abou Dhabi) doivent leur succès grâce au commerce, aux investissements étrangers, aux services financiers, au tourisme et non au pétrole.

La guerre en Syrie s’est globalement terminée par la victoire de Bachar al-Assad mais elle laisse un pays totalement détruit et exsangue, abandonné par une large partie de sa population réfugiée ou déplacée dans les pays avoisinants. Alors que les conditions de leur retour sont loin d’être réunies, Turquie, Liban et Jordanie les poussent au départ. La Turquie qui abrite plusieurs millions de ces réfugiés voudrait les déplacer vers la zone nord de la Syrie pour en faire un dépotoir lui permettant d’affaiblir les milices kurdes qui occupent de larges parties de cette zone. La question a pris une place importante et consensuelle dans la campagne électorale qui a reconduit Erdogan au pouvoir à Ankara. L’économie qui y prospère reste celle de la fabrication du captagon – drogue de synthèse redoutable – qui irrigue à travers des trafics toute la région, enrichit le clan au pouvoir, et au-delà mécontente les États voisins. La posture de l’Occident reste très hostile à la Syrie qui ne peut guère s’attendre à une aide à la reconstruction, tant que les sanctions ne seront pas levées. On a vu les réticences dans l’aide au secours des victimes du séisme qui a touché le pays. Les séquelles de la guerre sont encore loin d’être apaisées.

L’Iran a réussi à détendre ses relations avec ses voisins, notamment avec l’Arabie saoudite, à renforcer ses liens avec la Chine et la Russie et le régime a su surmonter, au prix d’une lourde répression, la vague de contestation qui l’avait submergé. Le pays reste vraisemblablement tourné vers un objectif d’accès à l’arme nucléaire que les sanctions n’ont pu lui faire jusqu’à présent abandonner. Israël a su nouer des relations avec quelques pays arabes et sortir de son isolement régional, mais se retrouve dirigé par une coalition d’extrême droite qui le pousse à toujours plus de répression vis-à-vis des Palestiniens qui subissent de plus en plus fréquemment des « opérations punitives », sans qu’aucune perspective politique ne se dessine à l’horizon.

En vingt ans le visage de la région s’est totalement modifié. Les grands pays qui avaient émergé comme l’Irak, la Syrie ou l’Égypte se sont effondrés et relèvent désormais de la catégorie d’État failli ou de narco-État. Les États-Unis ont perdu une large part de leur influence, même s’ils conservent encore des bases militaires, des intérêts et un allié fidèle, Israël, dont ils doivent couvrir tous les excès. Ils ont dû assister médusés à la prise d’autonomie de l’Arabie saoudite se rapprochant de l’Iran et à l’arrivée sur la scène régionale de leurs grands ennemis, la Russie et la Chine et avaler la victoire de Bachar al-Assad et son retour dans la Ligue arabe. Ils laissent une région dévastée, affectée par des bombes à retardement comme les millions de déplacés, notamment syriens, le développement de trafics de drogue et la permanence d’un conflit israélo-palestinien dont aucune issue viable n’apparaît à l’horizon. Les régimes qui émergent n’ont rien de démocratique mais aspirent à mettre en œuvre des projets nationaux ambitieux. L’évolution régionale confirme l’idée d’une perte d’influence de l’Occident qui cherche à resserrer ses rangs tout en essayant, en vain jusqu’à présent, de rallier quelques fractions du Sud.

*Article publié dans* *Recherches internationales*

*http://www.recherches-internationales.fr*

**Art détourné**

*Glane sur le net par* ***Agnès Bihl***

****

La Gauche Cactus est éditée par

L’association « Le cactus Républicain »

Responsable de la publication : Jean-Luc Gonneau

Rédaction en chef : João Silveirinho

Conception : Jean-Christophe Fréchet, Grande Reportère : Florence Bray.

Le Cactus Républicain c/o- *J.L. Gonneau*

31, rue de la Courneuve, 93300 Aubervilliers

 jean-luc.gonneau@orange.fr

*Les manuscrits, périsprits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !